

Art. 6. L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis prenant cours le 6 mai 1984 et augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est affectée selon un étalement annuel normal, adapté si nécessaire à l'état du marché, au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances détermine éventuellement sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut être poursuivi.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 6 mai 1991 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Art. 7. Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 8. Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux guichets du Caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province.

Art. 9. Les obligations de l'emprunt sont soumises au visa du Trésor.

Ce visa, qui comporte la garantie de l'Etat, consiste dans l'approbation :

1. sur le manteau des titres, de la griffe du directeur général de la Trésorerie et de celle de l'inspecteur général chargé du service de la dette au porteur, ainsi que du timbre du Ministère des Finances;
2. sur le recto de chacun des coupons, du timbre spécial de contrôle du Trésor.

Art. 10. La taxe sur les opérations de bourse due pour l'émission de l'emprunt est supportée par la Société nationale du Logement.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 avril 1983.

W. DE CLERCQ

F. 83 — 674

20 AVRIL 1983. — Arrêté ministériel fixant le prix d'émission de l'emprunt 12,50 p.c. 1983-1991 de la Société nationale du Logement

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 5 de l'arrêté ministériel du 15 avril 1983 relatif à l'émission de l'emprunt 12,50 p.c. 1983-1991 de la Société nationale du Logement,

Arrête :

Article 1er. Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 12,50 p.c. 1983-1991 de la Société nationale du Logement est fixé à 100,50 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 avril 1983.

W. DE CLERCQ

MINISTERE DES COMMUNICATIONS

F. 83 — 675

31 MARS 1983. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal

Le Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones;

Vu la loi du 26 décembre 1956 sur le Service des Postes, notamment l'article 8;

Art. 6. De lening wordt afgelost overeenkomstig onderstaande modaliteiten.

Een jaarlijkse dotatie van 5 pct. van het uitgegeven nominaal kapitaal die op 6 mei 1984 aanvangt en ieder jaar vermeerderd met de rente van de afgeloste kapitalen, wordt op grond van een normale jaarspreiding, zo nodig aangepast aan de markttoestand, aangewend tot terugkoop van de obligaties tegen koersen die het pari van de nominale waarde niet overschrijden.

Indien de koers het pari overtreft, kan Onze Minister van Financiën eventueel bepalen onder welke voorwaarden de aflossing door terugkoop kan worden voortgezet.

Het niet gebruikte gedeelte van de aflossingsdotaties wordt niet overgebracht.

De op 6 mei 1991 in omloop blijvende obligaties zijn op die datum terugbetaalbaar a pari van hun nominale waarde.

Art. 7. De betaling van de rente en de terugbetalingen van de obligaties worden door de Staat gewaarborgd.

Art. 8. De betaling van de coupons en de terugbetaling van de obligaties geschieden aan de loketten van de Rijkskassier bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad.

Art. 9. De obligaties van de lening zijn onderworpen aan het visum van de Schatkist.

Dit visum, dat 's Rijks waarborg in zich sluit, bestaat in het aanbrengen :

1. op de mantel der effecten, van de naamstempel van de directeur-generaal der Thesaurie en van die van de inspecteur-generaal belast met de dienst der schuld aan toonder, alsmede van het zegel van het Ministerie van Financiën;
2. op de voorzijde van elk der coupons, van de speciale controlestempel van de Schatkist.

Art. 10. De taxe op de beursverrichtingen verschuldigd wegens de uitgifte van de lening, wordt door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting gedragen.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 april 1983.

W. DE CLERCQ

N. 83 — 674

20 APRIL 1983. — Ministerieel besluit waarbij de uitgifteprijs van de 12,50 pct. lening 1983-1991, van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting vastgesteld wordt

De Minister van Financiën,

Gelet op artikel 5 van het ministerieel besluit van 15 april 1983 betreffende de uitgifte van de 12,50 pct. lening 1983-1991 van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. De uitgifteprijs van de obligaties van de 12,50 pct. lening 1983-1991 van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting is vastgesteld op 100,50 pct. van hun nominale waarde.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 20 april 1983.

W. DE CLERCQ

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 83 — 675

31 MAART 1983. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst

De Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, De Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie;

Gelet op de wet van 26 december 1956 op de postdienst, inzonderheid op artikel 8;

Vu la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, modifiée par les lois du 28 décembre 1973 et du 5 août 1978 et par l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux du 6 mars 1974, des 2 août et 19 septembre 1979 et du 6 mai 1981, et l'article 47, modifié par les arrêtés royaux du 19 septembre 1979 et du 19 novembre 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, notamment l'article 23, et les articles 52 et 53, modifiés par l'arrêté ministériel du 25 septembre 1979;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrêtent :

Article 1er. L'article 23 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Il est interdit de coller sur les envois postaux des empreintes d'affranchissement reproduites sur des feuilles détachées, ou découpées d'enveloppes, cartes, etc. Toutefois, l'apposition d'étiquettes portant l'empreinte d'affranchissement et celle du timbre dateur, imprimées par la machine est autorisée, sauf en cas de lettres avec valeur déclarée, lorsqu'il s'agit :

1° de plis volumineux expédiés par la clientèle;

2° d'envois affranchis par les bureaux de poste dotés de machines à affranchir.

Les affranchissements, constitués en partie d'empreintes de machines à affranchir et en partie de timbres-poste, sont admis ».

Art. 2. L'intitulé de la Section III du chapitre V du même arrêté, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Lettres avec valeur déclarée ».

Art. 3. L'article 52 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 25 septembre 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 52. Les lettres avec valeur déclarée doivent remplir les conditions suivantes pour être admises à l'expédition :

a) elles doivent être scellées soit par des cachets identiques à la cire, soit par des plombs, soit par un autre moyen efficace avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur.

Sont toutefois dispensés d'être scellées de cette manière, les lettres dont la valeur déclarée ne dépasse pas 10 000 francs sauf s'il s'agit des lettres visées à l'article 53.

b) les enveloppes ou les emballages doivent être solides et permettre la parfaite adhérence ou fixation des scellés, selon le cas; les enveloppes doivent être confectionnées d'une seule pièce.

Il est interdit d'employer des enveloppes ou des emballages soit entièrement transparents, soit à panneau transparent, et des enveloppes ou des emballages qui portent la trace d'une expédition antérieure ou qui ont été ouverts et refermés par la suite.

c) le conditionnement doit être tel qu'il ne puisse être porté atteinte au contenu sans endommager d'une manière apparente l'enveloppe, l'emballage ou les scellés.

d) les scellés, les timbres-poste représentant l'affranchissement et les étiquettes se rapportant au service postal et autres services officiels doivent être espacés afin qu'ils ne puissent servir à masquer des lésions de l'enveloppe ou de l'emballage.

Les timbres-poste et les étiquettes ne peuvent pas être repliés sur les deux faces de l'enveloppe ou de l'emballage de manière à couvrir une bordure. Il est interdit d'apposer sur les lettres avec valeur déclarée des étiquettes autres que celles qui se rapportent soit au service postal, soit à des services officiels dont l'intervention pourrait être requise.

Sont spécialement interdites, les étiquettes revêtues de marques d'affranchissement.

e) si elles sont entourées d'un croisé de ficelles et scellées de la manière indiquée sous a), il n'est pas nécessaire de sceller la ficelle elle-même. ».

Gelet op de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1973 en 5 augustus 1978, en het koninklijk besluit nr. 182 van 30 december 1982;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 maart 1974, 2 augustus en 19 september 1979 en 6 mei 1981, en op artikel 47, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 september 1979 en 19 november 1981;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, inzonderheid op artikel 23, en op de artikelen 52 en 53, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 25 september 1979;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluiten :

Artikel 1. Artikel 23 van het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 23. Het is verboden op de poststukken frankeerafdrukken te plakken welke op losse bladen gemaakt of van omslagen, kaarten, enz., afgeknipt werden. Het plakken van etiketten waarop het frankeermerk en de dagtekeningstempel met de machines afgedrukt zijn is evenwel toegelaten, behalve wanneer het brieven met aangegeven waarde betreft :

1° voor door de cliënteel verzonden omvangrijke stukken;

2° voor zendingen, gefrankeerd door met frankeermachines uitgeruste postkantoren.

Frankering gedeeltelijk door middel van frankeermachineafdrukken en gedeeltelijk met postzegels is toegelaten ».

Art. 2. Het opschrift van Afdeling III van Hoofdstuk V van hetzelfde besluit, wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Brieven met aangegeven waarde ».

Art. 3. Artikel 52 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 25 september 1979, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 52. Om tot de verzending te worden aangenomen moeten brieven met aangegeven waarde aan volgende voorwaarden voldoen :

a) ze moeten verzegeld zijn hetzij met identieke lakzegels, hetzij met loodjes, hetzij met een ander doeltreffend middel met een eenvormige speciale afdruk van de afzender.

Worden nochtans vrijgesteld van die manier van verzegelen, de brieven waarvan de aangegeven waarde de 10 000 frank niet overtreft, behalve de brieven bepaald in artikel 53.

b) de omslagen of verpakkingen moeten stevig zijn, en naar gelang van het geval, het volkomen aankleven of vasthouden van de zegels mogelijk maken; deze enveloppen moeten uit één stuk vervaardigd zijn.

Het gebruik van omslagen of verpakkingen, hetzij volkomen doorzichtig, hetzij met doorzichtig adresvlak, en van omslagen of verpakkingen die sporen van een vroegere verzending vertonen of die geopend en achteraf opnieuw gesloten werden, is verboden.

c) de conditionering moet zodanig zijn dat aan de inhoud niet kan worden geraakt zonder op zichtbare wijze de envelop of de verpakking te beschadigen.

d) de zegels, de postzegels die de frankering vertegenwoordigen en de etiketten betreffende de postdienst en andere officiële diensten moeten van elkaar gescheiden zijn zodat ze niet kunnen dienen om beschadigingen van de omslag of de verpakking te verbergen.

De postzegels en de etiketten mogen niet gevouwen worden op de twee zijden van de omslag of de verpakking zodat één rand bedekt wordt. Het is verboden op brieven met aangegeven waarde andere etiketten aan te brengen dat die welke betrekking hebben hetzij op de postdienst, hetzij op officiële diensten wier tussenkomst mocht vereist zijn.

Worden inzonderheid verboden, de etiketten waarop frankeermerken voorkomen.

e) wanneer zij met een bindtouw omwonden en verzegeld worden zoals aangeduid onder a) is het verzegelen van het touwtje zelf, niet noodzakelijk ».

Art. 4. L'article 53 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 25 septembre 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 53. Les lettres avec valeur déclarée qui se présentent extérieurement sous forme de boîtes, doivent, outre les conditions fixées à l'article 52, remplir les conditions supplémentaires suivantes :

- a) être en bois, en métal ou en matière plastique et suffisamment résistantes;
- b) les parois des boîtes en bois doivent avoir une épaisseur minimale de huit millimètres;
- c) les faces supérieure et inférieure doivent être recouvertes de papier blanc pour recevoir l'adresse du destinataire, la déclaration de la valeur et l'empreinte des timbres de service; ces boîtes doivent être scellées sur les quatre faces latérales, de la manière indiquée à l'article 52, a), premier alinéa; si cela est nécessaire pour en assurer l'inviolabilité, les boîtes doivent être entourées d'un croisé de ficelle solide, sans nœuds, les deux bouts étant réunis sous un cachet en cire portant une empreinte ou une marque spéciale uniforme de l'expéditeur. »

Bruxelles, le 31 mars 1983.

Le Ministre des Communications et des Postes,
Télégraphes et Téléphones,

H. DE CROO

Le Secrétaire d'Etat aux Postes,
Télégraphes et Téléphones,

Mme P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 83 — 676

11 MARS 1983. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 8 décembre 1982, conclue au sein de la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, modifiant la convention collective de travail du 16 décembre 1977, fixant le montant, les modalités d'octroi et de liquidation d'une indemnité de fermeture en faveur des travailleurs victimes d'une fermeture d'entreprise occupant moins de vingt travailleurs au moment où celle-ci cesse ses activités (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail des 14 mars et 27 décembre 1973, conclue au sein de la Commission paritaire nationale de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux; instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds spécial des industries graphiques et des journaux » et en fixant les statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 8 juillet 1974, notamment l'article 3, A, 4 des statuts;

Vu la convention collective de travail du 16 décembre 1977, conclue au sein de la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux fixant le montant, les modalités

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 7 janvier 1958, *Moniteur belge* du 7 février 1958.

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 8 juillet 1974, *Moniteur belge* du 18 juillet 1974.

Arrêté royal du 11 avril 1978, *Moniteur belge* du 26 août 1978.

Arrêté royal du 22 février 1982, *Moniteur belge* du 30 mars 1982.

Art. 4. Artikel 53 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 25 september 1979, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 53. De brieven met aangegeven waarde die uitwendig de vorm hebben van doosjes moeten buiten de voorwaarden vastgesteld in artikel 52, de volgende aanvullende voorwaarden vervullen :

- a) vervaardigd zijn van hout, metaal of een plasticmateriaal, en voldoende stevig zijn;
- b) de wanden van de houten doosjes moeten een minimumdikte hebben van acht millimeter;
- c) het boven- en het ondervlak moeten bedekt zijn met wit papier waarop het adres van de geadresseerde, de waarde-aangifte en de afdruk van de dienststempels dienen aangebracht te worden; deze doosjes moeten verzegeld worden op de vier zijvlakken op de wijze aangeduid in artikel 52, a), eerste lid; indien dit nodig is om de onschendbaarheid te verzekeren moet om de doosjes een stevig bindtouw, zonder knopen gebonden en de twee uiteinden ervan worden bijeengehouden onder een lakzegel met een bijzondere eenvormige afdruk of merk van de afzender

Brussel, 31 maart 1983.

De Minister van Verkeerswezen en Posterijen,
Telegrafie en Telefonie,

H. DE CROO

De Staatssecretaris voor Posterijen,
Telegrafie en Telefonie,

Mevr. P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 83 — 676

11 MAART 1983. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 december 1982, gesloten in het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 1977, tot bepaling van het bedrag, de wijzen van toekenning en vereffening van een sluitingsloelage aan de werknemers getroffen door de sluiting van een bedrijf waar minder dan twintig werknemers zijn tewerkgesteld op het ogenblik dat het bedrijf zijn activiteit stilt (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 maart en 27 december 1973, gesloten in het Nationaal Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, houdende oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd « Bijzonder Fonds voor het grafische en dagbladbedrijf » en tot vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 8 juli 1974, inzonderheid op artikel 3, A, 4 van de statuten;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 1977, gesloten in het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, tot bepaling van het bedrag,

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 7 januari 1958, *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1958.

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 8 juli 1974, *Belgisch Staatsblad* van 18 juli 1974.

Koninklijk besluit van 11 april 1978, *Belgisch Staatsblad* van 26 augustus 1978.

Koninklijk besluit van 22 februari 1982, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1982.